

Fait numéro un. Nous avons une taxe de vente fédérale depuis soixante ans. Son impact est camouflé dans les prix que vous payez déjà.

Fait numéro deux. La taxe actuelle permet de prélever 18 milliards de dollars par année.

Fait numéro trois. Nous avons besoin de cet argent parce que nous transférons chaque année 24 milliards de dollars aux provinces pour financer les hôpitaux, les universités, le bien-être social et les soins à l'enfance - qui représentent facilement le quart des dépenses au titre des programmes fédéraux.

Enfin, fait numéro quatre. La taxe de vente fédérale est ce qui nous permet de financer les soins de santé, les universités et autres services du genre sans miner la compétitivité de nos taux d'imposition du revenu.

Lorsque l'on réfléchit à ces quatre faits, on voit vite clairement que la question posée aux Canadiens n'est pas de savoir s'ils veulent ou non une taxe de vente.

Il nous faut une taxe de vente, quelle que soit sa forme.

La vraie question est de savoir quelle forme de taxe de vente fédérale est la meilleure pour le Canada.

Et la réponse est très claire: ce n'est certainement pas sa forme actuelle.

Pourquoi faut-il en changer la forme?

- . Parce qu'elle favorise en fait les produits importés par rapport à nos propres articles manufacturés.
- . Parce qu'elle accroît le coût de nos exportations et qu'elle nous fait ainsi perdre des ventes à l'étranger.
- . Et parce qu'elle accroît le coût des investissements en capital au Canada.

Ce n'est pas un secret que nous aurions préféré une taxe de vente nationale. Mais il était clair que nous n'allions pas nous entendre avec les provinces après deux ans de discussions. Il est à espérer que nous aurons un jour une taxe unique. Mais ce n'est pas pour demain.

Cela nous laissait donc la TPS. La taxe n'est certainement pas parfaite, mais elle représente une nette amélioration par rapport à l'actuelle taxe sur les ventes des fabricants.